

Communiqué de presse

CP/SG/37/JT/15

Paris, le 30 juin 2015

Burundi : la Secrétaire générale de la Francophonie regrette la tenue des élections législatives et municipales

La Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Michaëlle Jean, prend note des conditions dans lesquelles se sont tenues les élections législatives et municipales ce 29 juin 2015 au Burundi.

Madame Michaëlle Jean déplore les circonstances qui ont conduit à l'organisation de ces élections telles que la rupture du dialogue, l'absence de compromis ayant entraîné un appel au boycott, le climat d'insécurité et de tension, l'impossibilité pour nombre de journalistes de couvrir librement le processus et parfois forcés à la clandestinité, la défection de hauts responsables d'importantes institutions burundaises, ainsi que le départ de centaine de milliers de réfugiés du pays.

« Toutes ces circonstances nuisent à la crédibilité du processus électoral qui a eu lieu hier et des scrutins annoncés », a déclaré la Secrétaire générale. « Cette crise compromet sérieusement les acquis démocratiques dans ce pays et menace gravement la stabilité du Burundi et de la région. L'échec de la médiation et par conséquent du dialogue constitue une dangereuse impasse » a-t-elle ajouté.

Michaëlle Jean réitère la nécessité, en toutes circonstances, du respect des droits et des libertés, ainsi que du respect de toutes les garanties du droit à la défense des personnes interpellées depuis le début de la crise. Elle réitère l'engagement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) de s'associer à tout effort, toute initiative qui permettraient de contribuer à une solution durable à la crise au Burundi. S'agissant de la presse, la Secrétaire générale souhaite que les journalistes ayant dû fuir leur pays puissent y retourner, que les autorités garantissent leur sécurité et autorisent l'accès et la réouverture des médias attaqués lors des événements autour du 13 mai dernier.

La Secrétaire générale de la Francophonie salue tous les efforts menés par la communauté internationale, pour trouver une solution concertée à la crise actuelle. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'associe à ces efforts.

Pour rappel, la Secrétaire générale a dépêché sur place, du 3 au 7 juin, une mission conduite par son Envoyé spécial pour les Grands Lacs au Burundi, l'ancien Président de la Confédération suisse, M. Pascal Couchepin qui lui a fait rapport.

L'OIF compte 57 Etats et gouvernements membres, et 23 pays observateurs. Pour plus de renseignements sur la Francophonie : www.francophonie.org

Contacts

Julie Tilman, chargée de mission auprès de la Secrétaire générale
julie.tilman@francophonie.org; Tél. + 33 (0)1 44 11 12 68